

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 21/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BROCHOT

**2, Rue Jean Baptiste Gambut
21200 BEAUNE**

Références : 0005402490/2024-127

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2024 dans l'établissement BROCHOT implanté 12, Rue Jean Baptiste Gambut 21200 Beaune. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BROCHOT
- 12, Rue Jean Baptiste Gambut 21200 Beaune
- Code AIOT : 0005402490
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SARL BROCHOT réalise tous les travaux d'assainissement de particuliers ou de professionnels.

Thèmes de l'inspection :

- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ✓ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ✓ les observations éventuelles ;
 - ✓ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ✓ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ✓ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ✓ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Réalisation et équipement de l'ouvrage	Arrêté Préfectoral du 30/06/2010, article 3.1.2.2.2	Demande d'action corrective	3 mois
7	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 30/06/2010, article 6.3.3	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Classement administratif	Arrêté Préfectoral du 30/06/2010, article 1.2.1	Sans objet
2	Propreté	Arrêté Préfectoral du 30/06/2010, article 1.12.	Sans objet
4	Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration	Arrêté Préfectoral du 30/06/2010, article 4.3.1	Sans objet
5	Inventaire des substances ou préparations dangereuses	Arrêté Préfectoral du 30/06/2010, article 6.1.1	Sans objet
6	Installations électriques + mises à la terre	Arrêté Préfectoral du 30/06/2010, article 6.2.3	Sans objet
8	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 30/06/2010, article 6.5.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a relevé deux non-conformités, notamment sur le suivi de la consommation d'eau et la formation du personnel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement administratif

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2010, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Classement
Prescription contrôlée : Installations classées : <ul style="list-style-type: none"> 2790.1-b (A) : traitement de DD → Qté = 1500 m³/an ; 2791.2 (DC) : traitement de DND → Cté traitement = 9 t/j ; 2795.2 (DC) : lavage de fûts et citernes → Qté d'eau mise en œuvre = 15 m³/j ;
Constats : Seul le nettoyage des citernes et des toilettes mobiles est pour l'instant réalisé sur le site. Les activités régies par les rubriques 2790 et 2791 ne sont pas mises en service à ce jour.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2010, article 1.12.
Thème(s) : Risques accidentels, Propreté
Prescription contrôlée :

[...] L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.[...]
Constats : Lors de l'inspection, il est remarqué que le hangar, les zones de lavage des camions et des toilettes mobiles sont propres. L'ensemble du site est nettoyé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Réalisation et équipement de l'ouvrage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2010, article 3.1.2.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Prélèvement d'eau
Prescription contrôlée : [...] <p>Les installations sont munies d'un dispositif de mesures totalisateur de type volumétrique. Les volumes prélevés mensuellement et annuellement ainsi que le relevé de l'index à la fin de chaque année civile sont indiqués sur un registre tenu à disposition des services de contrôle.</p> [...]
Constats : Les installations sont effectivement munies des deux dispositifs de mesures totalisateur de type volumétrique. En revanche, l'exploitant ne dispose pas, le jour de l'inspection, d'un registre des volumes prélevés mensuellement et annuellement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Non-conformité 1</u> L'exploitant doit tenir à disposition des services de contrôle un registre de ses consommations d'eau.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2010, article 4.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Séparateur à hydrocarbures
Prescription contrôlée : [...] <p>Les eaux, en sortie de séparateur à hydrocarbures, sont stockées dans une cuve de 20 m³ puis éliminées comme des déchets.</p>
Constats : L'enlèvement de boue de séparateur est réalisé 3 à 4 fois par an en fonction du remplissage. Les 4 dernières vidanges ont eu lieu les :

- 26/06/2023
- 21/09/2023
- 18/12/2023
- 06/03/2024.

Par sondage, l'Inspection a vérifié le BSD du dernier enlèvement de boue. Le document présenté n'appelle pas de remarque.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Inventaire des substances ou préparations dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2010, article 6.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Substances ou préparations dangereuses

Prescription contrôlée :

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.

Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.

Constats :

L'exploitant ne stocke pas de produits dangereux sur son site.
L'activité exercée actuellement sur le site ne nécessite pas l'utilisation de produits dangereux.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Installations électriques + mises à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2010, article 6.2.3

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques

Prescription contrôlée :

[...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans le rapport.

L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Constats :

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée une fois par an. Les rapports de vérification établis par le Bureau VERITAS en 2023 et 2024 ont été présentés à l'Inspection.

Trois non-conformités sont signalées dans le rapport du 03/02/2023. L'exploitant a présenté une facture du 01/07/2023 de la société Koch Alexandre Électricité Générale, pouvant lever des non-conformités constatées.

10 non-conformités sont mentionnées dans le rapport du 19/01/2024.
L'exploitant fera appel au même prestataire pour lever les non-conformités constatées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2010, article 6.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Formation
Prescription contrôlée : Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. [...]
Constats : 10 personnes travaillent dans l'entreprise. 6 agents disposent d'une formation à la conduite d'engins qui inclut la formation à l'utilisation d'extincteurs. L'ensemble du personnel doit recevoir une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Non-conformité 2 : L'ensemble du personnel doit recevoir une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2010, article 6.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien
Prescription contrôlée : [...] Ces équipements sont maintenus en bon état repérés et facilement accessibles. [...] Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civil, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant tient un registre de sécurité. Les vérifications des extincteurs et du système des désenfumages y sont consignées. Par sondage, l'Inspection a vérifié le rapport établi par la société CHUBB SICLI : <ul style="list-style-type: none">• le 20/03/2023, pour le désenfumage (pas de non-conformité)• le 21/02/2024, pour les extincteurs (26 sont en bon état et 9 ont été remplacé). Les documents présentés n'appellent pas de remarque .
Type de suites proposées : Sans suite